



Motion CGT

Le Mans, le 7 mars 2017

La logique d'austérité budgétaire se poursuit et ce sont les agents hospitaliers, les professionnels de santé et d'action sociale qui paient le prix fort de la dégradation des conditions de travail, des diminutions d'effectifs et de l'impossibilité de fournir des conditions normales de prise en charge aux patients et aux usagers.

Deux points d'augmentation de l'Objectif National de Dépenses de l'Assurance Maladie (ONDAM) ne sont pas suffisants pour maintenir l'augmentation naturelle des salaires (grades, échelons) et l'effectif actuel d'agents hospitaliers alors que l'activité croît.

Il faudrait un ONDAM à 5 % au moins pour rattraper le gel des salaires et absorber les embauches nécessaires au fonctionnement de nos établissements

L'austérité rime avec mutualisations !

Ces mutualisations s'inscrivent dans le cadre de la RGPP (révision générale des politiques publiques) transformée depuis en MAP (modernisation de l'action publique) n'ayant qu'un seul but, réaliser des économies sur le dos du service public et de son personnel, contribuant ainsi, à la casse de l'institution Sécurité Sociale.

Dans les branches de la Sécurité Sociale, ce ne sont que fermetures de lieux d'accueil.

Ce ne sont plus seulement les fonctions périphériques ou supports qui sont mutualisées, mais bien l'essence et le cœur même de nos missions de protection sociale.

Au quotidien les personnels ne sont plus en capacité de répondre convenablement à la demande, quand survient un phénomène épidémique, grippe, bronchiolite,... le système explose, conséquence des milliers de fermetures de lits décidées ces dernières années par le gouvernement.

La pression insupportable qui pèse sur le personnel entraîne actuellement une augmentation jamais vue de cas d'usure professionnelle ou de suicides chez les professionnels de la santé et du social.

Les fermetures d'établissement ou de services, de maternités, l'austérité imposée se répercute aussi sur les habitants : éloignement, difficultés d'accès aux soins, engorgement des services, baisse de la qualité des soins.

Cette situation ne pourra que s'aggraver avec la fusion des 1200 hôpitaux dans 135 Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT) que la Ministre Touraine veut imposer.

La chirurgie en ambulatoire (sans hospitalisation de nuit) et les sorties précoces sont maintenant imposées, non pas dans l'intérêt du patient-e mais parce que ça coûte moins cher ! La destruction progressive du système de santé publique ouvre grand la voie à sa privatisation.

Conséquence, la santé, deviendra de plus en plus coûteuse, de moins en moins accessible à l'ensemble de la population.

La fédération CGT Santé action sociale appelle les salariés, du public comme du privé, à la mobilisation aujourd'hui pour interpeller le gouvernement et dénoncer cette casse programmée de notre système de santé.

Nous exigeons :

- L'abrogation des lois HPST, Santé, Travail et du pacte de responsabilité,
- L'arrêt de la mise en place des GHT,
- L'arrêt des fermetures de lits, de services et d'établissements,
- L'arrêt des réorganisations de l'offre de soin et de l'action sociale
- L'abandon de toutes les mesures d'économies qui asphyxient les établissements et les services,
- Le maintien de tous les postes et l'embauche d'effectifs qualifiés en mesure de répondre aux besoins de la population avec des conditions de travail décentes,
- La défense des droits statutaires et conventionnels,
- L'augmentation générale des salaires et de meilleurs déroulements de carrière, avec une revalorisation significative du point d'indice pour les fonctionnaires,
- L'augmentation des pensions,
- L'arrêt de la casse des métiers du social,
- Un vrai financement de la Protection Sociale et des retraites assises sur les cotisations salariales et patronales qui sont une part de notre salaire,
- L'arrêt de la marchandisation de la Santé et de l'action sociale.

Union Syndicale Départementale CGT Santé-Action Sociale

Centre Hospitalier du Mans

194, avenue Rubillard

72037 LE MANS cedex

02.43.43.29.00

usdsanteactionsociale72@laposte.net